

Zone euro BCE : injecter 1000 milliards pour relancer l'économie ? et éliminer les risques de déflation



Pour la (presque) première fois dans son histoire, la Banque Centrale européenne va appliquer une véritable politique d'assouplissement quantitatif. Sous ce terme jargonneux se cache une injection massive de liquidités auprès des banques, par rachat des titres de dettes publiques des Etats membres. Quels sont les effets à attendre de cette nouvelle politique monétaire, et qui va en profiter ?

Mario Draghi vient de l'annoncer, comme attendu : la BCE (Banque centrale européenne) autorise le rachat des titres de dettes souveraines des Etats sur le marché secondaire. Cette politique dite de "**Quantitative easing**" (**QE**, en anglais, assouplissement quantitatif en français), est l'équivalent de la politique de la planche à billet des années 1930 quand on émettait de la monnaie en billets de banque.

Beaucoup d'argent qui relance l'économie... ou pas

De façon simple et synthétique, le QE est une forme de création monétaire par rachat de dettes, les célèbres "obligations d'Etats". La Banque centrale européenne va autoriser les banques centrales des Etats membres — à partir de mars 2015 et jusqu'à septembre 2016 — à racheter les obligations d'Etats détenues par les établissements financiers. Mario Draghi a précisé que ces rachats d'actifs seraient limités à 60 milliards par mois. Ce sont tout de même plus de 1000 milliards d'euros qui vont rentrer dans les lignes de crédit des établissements financiers qui auront accepté de revendre leurs titres, en 18 mois. Mais que va devenir cette masse d'argent ?

Elle pourrait être utilisée concrètement... ou pas. Et c'est bien là que le bât blesse : cette "injection de liquidités" n'irrigue pas directement l'économie réelle — puisque la BCE ne peut pas racheter directement des obligations aux Etats ou à leurs agences gouvernementales, les traités européens lui l'interdisant — mais seulement aux structures financières. Et ces structures, des banques la plupart du temps, peuvent faire ce qu'elles veulent des liquidités. En fonction de la demande, et de leur bon vouloir, ces banques pourraient alors prêter cet argent... ou non.

Tout va dépendre des entreprises et des ménages. Si la demande de crédits repart à la hausse, une partie de cette manne financière pourrait permettre la fameuse relance tant attendue, mais si ce n'est pas le cas, l'argent pourrait aller ailleurs : sur les marchés mondiaux spéculatifs, par exemple.

Source TV5monde.fr, 22/01/2015

Il fallait que la BCE s'engage dans un « QE » car l'autre outil traditionnel de sa politique monétaire, passant par le taux d'intérêt, n'a pas permis à ce jour d'enrayer la chute des prix. L'inflation est en effet passée en territoire négatif en zone euro en décembre (-0,2%) et devrait le rester sur le début de l'année. Aussi, le principal taux directeur de l'institution a été maintenu à 0,05%, son plus bas niveau historique auquel il campe depuis septembre dernier.

Autre point important, 20% du risque sera supporté par la BCE elle-même, les 80% restant étant partagés par les banques centrales des pays de la zone euro, limitant ainsi le degré de solidarité entre contribuables européens lors des futurs achats. Ces achats là seront réalisés **sur la base de la participation des banques centrales nationales au capital de la BCE.**

« Il faut que les gouvernements et la Commission européenne agissent », a toutefois nuancé Mario Draghi. « La politique monétaire peut créer les bases pour la croissance, mais pour que la croissance s'affermisse il faut de l'investissement », et c'est aux politiques d'en favoriser les conditions, a-t-il estimé.

Le principe d'un « QE » a rencontré une forte opposition en Allemagne. La Chancelière Angela Merkel s'est finalement résignée à ne pas se mettre en travers de la BCE mais en exigeant que ses largesses monétaires ne relèguent pas au second rang les impératifs de consolidation budgétaire et de réformes pour la compétitivité dans les pays qui en ont le plus besoin. A la Bundesbank, son président Jens Weidmann est à la tête de la fronde minoritaire des « anti QE » au conseil des gouverneurs de la BCE. S'il a certainement voté contre la dite mesure ce jour, c'est parce qu'il estime le concept inutile pour relancer l'inflation et néfaste en de nature à tuer dans l'œuf les efforts de réformes de pays en crise.

La Grèce, l'Italie, et d'autres pays du sud de la zone euro voient les choses différemment. Ayant plus de mal à se financer sur les marchés et avec une économie encore convalescente, ils ne peuvent que profiter d'une nouvelle injection de liquidités et ont donc poussé la BCE à lancer un « QE ».

L'attente de ce plan a déjà eu un effet certain sur la devise européenne, qui est tombée récemment sous la barre de 1,15 dollar. Plus tardive que les autres, cette intervention bénéficie d'un contexte qui peut être favorable aux consommateurs et aux entreprises en raison de la baisse du coût des matières premières, qui — si elles accroissent les pressions déflationnistes — peuvent aussi favoriser croissance et consommation, surtout si le crédit se fait plus facile à obtenir. Car en rachetant de la dette souveraine, la BCE cherche à pousser les investisseurs vers des actifs plus risqués, susceptibles d'aider à soutenir l'économie de la zone euro et par voie de conséquence de relancer l'inflation.

Source Lesechos.fr, 22/01/2015